



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# **POINT SUR LA RÉVISION DU RÈGLEMENT 1013/2006**

Christine VIGNON

Le RTD du 1013/2006 est une déclinaison au niveau UE :

- Convention de Bâle (22/03/89)
- Décision OCDE sur les transferts de déchets pour valorisation (30/03/1992).

Modalités de transferts transfrontaliers déchets :

- Etats membres entre eux
- Etats membres avec les pays tiers

Mouvements de déchets dangereux et non dangereux :

- Information
- Notification



## Depuis 2006, 14 modifications dont :

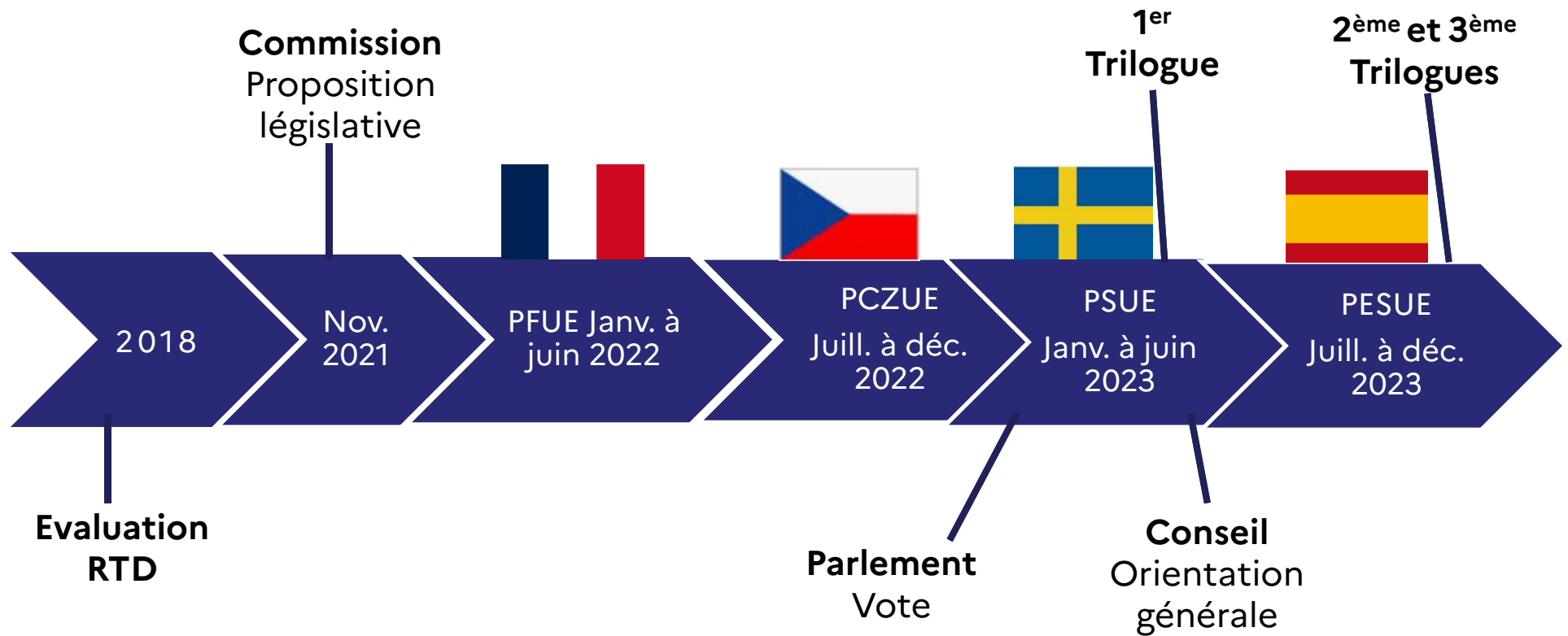
**En 2014** introduction clause de réexamen avec échéance fin 2020 :

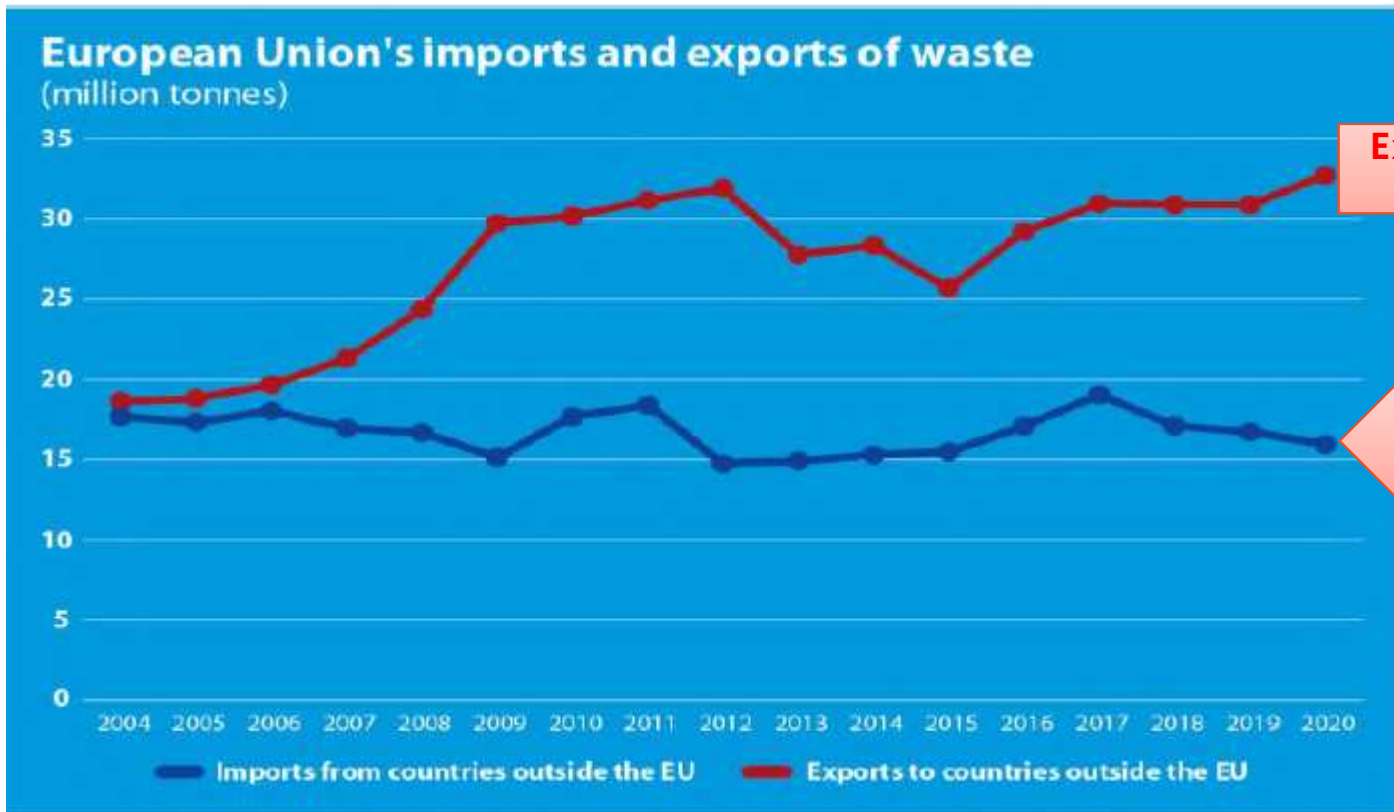
- Sur base rapport établi par la Commission sur l'efficacité mesures lutte contre transferts illicites
- Proposition législative de Commission => négociations Parlement et Conseil

**En 2020** nouveaux codes pour les déchets plastiques

## Début des négociations janvier 2022 sous la Présidence française de l'UE

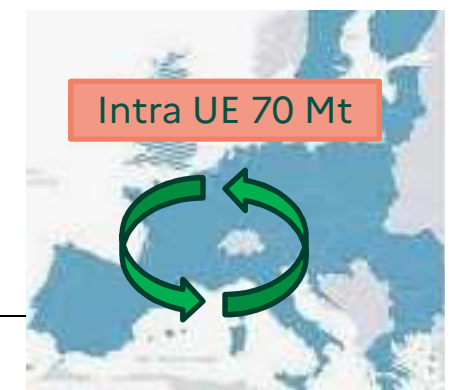






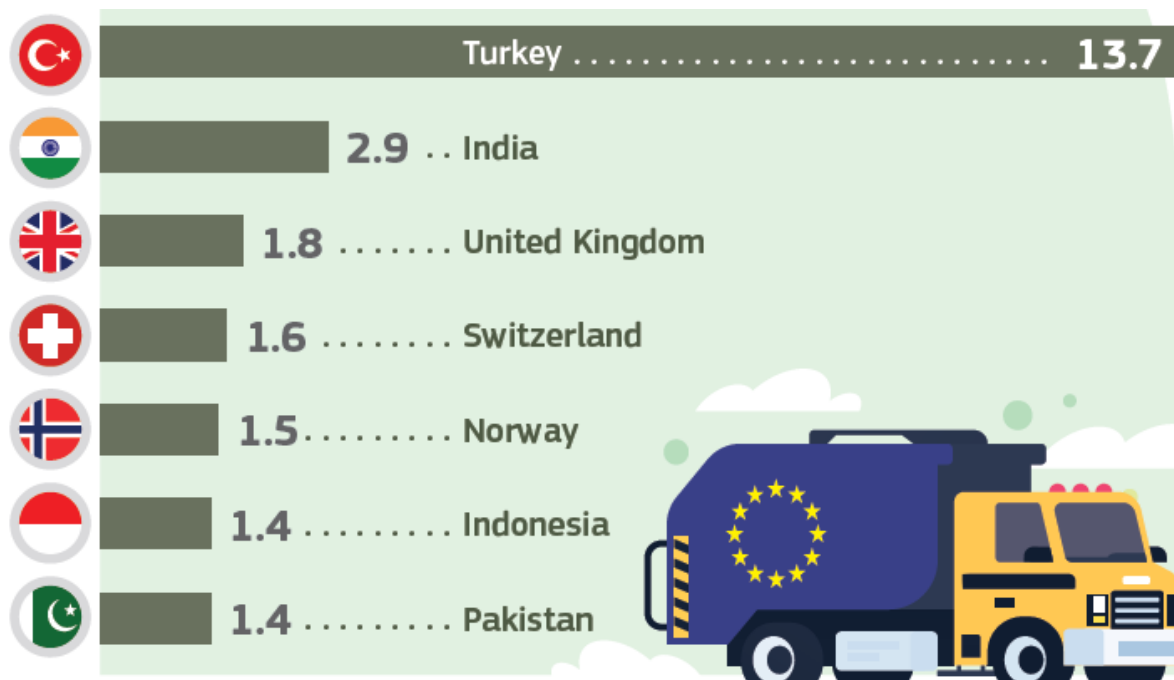
Exports 2020  
32,7 Mt

Imports 2020  
16 Mt





## Principales destinations des déchets de l'UE en 2020 (en millions de tonnes)





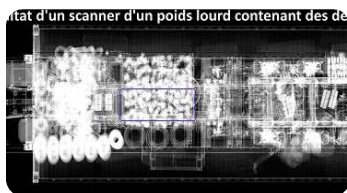
# Résultats de l'évaluation



**1/ Intra UE :**  
Procédures complexes et chronophages



**2/ Transferts déchets non dangereux :**  
Manque de garanties sur conditions de traitement  
pays destination et distinction déchets/bien usagés



**3/ Transferts illicites intra UE et hors UE :**  
Lacunes dans la mise en application RTD et le  
contrôle de la mise en œuvre



## 1/ Intra UE : Procédures complexes et chronophages

- Rationaliser la procédure (simplifier et numériser)
- Préciser champ d'application en cohérence avec DCD et autres règlements UE
- Harmoniser système calcul garanties financières
- Améliorer régime des IT bénéficiant consentement préalable



## 2/ Transferts déchets non dangereux

Image Ecotextile.com



Accra (Ghana), 23/02/23. JF FORT / HANS LUCAS

WECF France le 2 juin 2020

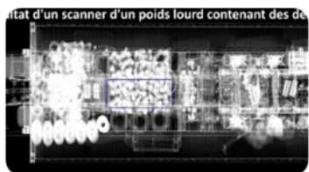




## 2/ Transferts déchets non dangereux

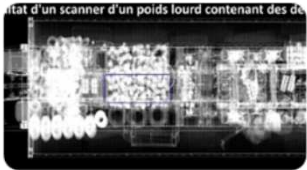
- Obliger les exportateurs à s'assurer de la gestion des déchets écologiquement rationnelle dans les pays de destination
- Définir des critères pour différencier bien usagés et déchets
- Mettre en place une procédure spécifique pour les exports vers les pays tiers





### 3/ Transferts illicites hors UE et intra UE





### 3/ Transferts illicites intra UE et hors UE

- Renforcer les dispositions concernant les sanctions
- Compléter les dispositions concernant les inspections
- Imposer la traçabilité des transferts de déchets sous liste verte
- Commission : Appui OLAF pour enquêtes contre transferts illicites intra UE

## 82 articles et 12 annexes

- Titre I** dispositions générales sur **l'objet, le champ d'application et les définitions**
- Titre II** dispositions relatives aux **transferts à l'intérieur de l'Union**, avec ou sans transit par des pays tiers
- Titre III régimes nationaux pour les transferts de déchets à l'intérieur d'un EM
- Titre IV** dispositions sur les **exportations de l'Union vers les pays tiers**
- Titre V dispositions sur les importations dans l'Union en provenance de pays tiers.
- Titre VI dispositions relatives au transit à travers l'Union en provenance et à destination de pays tiers
- Titre VII** dispositions relatives au contrôle de la mise en œuvre du présent règlement
- Titre VIII** dispositions finales



## Compréhension des diapositives suivantes



Les informations indiquées dans les encadrés verts concernent le règlement 1013/2006 **actuellement en vigueur**

Les informations indiquées dans les encadrés rouges font état des **évolutions prévues par le prochain règlement européen**



## Transferts intra UE : Système Electronique Echange de Données (EDI)

Echanges (info et doc) entre AC et notifiant : papier, télécopie, mail

Echanges (info et doc) entre AC et notifiant : système centralisé  
échange électronique de données

Interopérabilité :

- système européen transports de marchandises
- guichet unique de l'UE pour les douanes

## Transferts intra UE : Procédure de notification Délais si dossier complet

### Soumission notification ACE :

ACE : 3j BDF => transmission notifiant, ACT, ACD

ACD et ACT : 3j AR à réception BDF

ACE, ACT et ACD : 30j après AR ACD pour prendre décision

ACT consentement tacite : 30j

### Soumission notification à toutes les AC dans système EDI:

**ACE : 10j BDF => système EDI**

**ACD et ACT: 10j « notification correctement complétée » à réception BDF => système EDI**

ACE, ACT et ACD : 30j après « notification correctement complétée » pour prendre décision

ACT consentement tacite : 30j

## Transferts intra UE : Procédure de notification Délais si dossier incomplet

ACE : 3j pour demander les compléments mais pas de délais de réponse pour notifiant  
A réception compléments ACE : 3j BDF => transmission notifiant, ACT, ACD  
ACD et ACT : 3j AR à réception BDF  
ACE, ACT et ACD : 30j après AR ACD pour prendre décision  
ACT consentement tacite : 30j

**ACE : 10j pour demande compléments + 2 cycles max de 7j puis abandon sans réponse ou incomplète** - Notifiant : réponse sous 10j  
Si ok ACE : **10j BDF** => système EDI  
ACD et ACT ok : 7j « notification correctement complétée » à réception BDF => système EDI  
Sinon **ACD et ACT : 10j demande compléments + 2 cycles de 7j puis abandon sans réponse ou incomplète**  
ACE, ACT et ACD : 30j après « notification correctement complétée » pour prendre décision  
ACT consentement tacite : 30j

## Régions Ultra Périphériques : Procédure notification

RUP vers métropole : aucune disposition spécifique si transit par EM

**Si aucune objection de ACT EM** dans les **7j** suivant réception « notification correctement complétée » ACE/ACD => **Consentement tacite ACT EM**

## Garantie financière : Procédure notification

Chaque EM établit ses propres règles de calcul pour sa GF :

$$FR \Rightarrow GF = (CT + CTR + CS) \times QA \times 1,2$$

Vers **mode calcul harmonisé entre EM** par Commission :

- Evaluation méthode de calcul simple et harmonisée
- Le cas échéant acte exécution calcul harmonisé

## Procédure demande consentement préalable

Chaque EM établit ses propres règles, délais d'instruction, période validité consentement préalable

- **55j instruction** de la demande par AC
- **Validité** pour IT : **10 ans**
- 1 inspection obligatoire sur la période
- Information sur quantité résiduelle déchets générés par valorisation par rapport à quantité valorisée et leur devenir (R ou D)

## Procédure d'information (annexe VII) - Déchets liste verte

Personne qui organise transfert => non définie et responsabilité limitée par rapport au notifiant :

- en cas de reprise déchets en cas de transferts illicites et
- pas d'information sur le traitement des déchets, notamment conformité critères environnementaux et sanitaires

- Nouvelle définition « personne qui organise le transfert » (art. 3) = définition « notifiant » mais dans le cadre de transfert sous procédure d'information
- Obligation **soumission informations annexe VII dans système EDI : Traçabilité**
- **Clarification dispositions concernant la reprise des déchets en cas de transferts illicites sous annexe VII**

## Déchets POPs – Essais traitement expérimental et analyses laboratoire

Déchets POPs : chaque EM applique sa procédure

Essais traitement expérimental – Analyses laboratoires : si transfert <25Kg  
=> procédure information

**Déchets POPs atteinte si seuil limite Rglt UE 2019/1021 =>procédure notification**

Essais traitement expérimental – Analyses laboratoires : si transfert <**250Kg** (ou toute autre quantité convenue avec AC) => **procédure information**



## Transferts intra UE : Interdiction de pour élimination

- Transferts pour élimination autorisés (sous conditions)
  - Transferts déchets municipaux en mélange autorisés sous notification (R ou D)
- 
- **Transferts pour élimination interdits sauf si notifiant démontre :**
    - => non valorisables manière techniquement faisable et économiquement viable ou doivent être éliminés selon règles de l'UE
    - => s'ils ne peuvent être éliminés dans pays producteur manière techniquement faisable et économiquement viable
    - => élimination conforme à hiérarchie des déchets et principes proximité et autosuffisance national et UE (DCD)
  - **Déchets municipaux en mélange => Exports pour élimination interdits sans exception**

## Déchets non dangereux / dangereux Déchets / bien usagés

Si désaccord sur classification entre les AC : position la + contraignante s'applique :

- Déchet / Bien usagé = Déchet
- DND / DD = DD

Si désaccord sur classification entre les AC : position la + contraignante s'applique mais en plus :

- Référence articles 5 (critères SSD) et 6 (sous produits) de DCD
- Commission habilitée à **adopter des actes pour compléter Rglt** sur :
  - \* critères **distinction** de certains **déchet / bien usagé**
  - \* **seuils de contamination** pour classement **déchet non dangereux / dangereux** (notamment déchets composites plastique et métal, plastiques ou papier...)

## Gestion écologiquement rationnelle (GER)

- Transferts intra UE : Producteur, notifiant, entreprises => mesures respect GER
- Exports hors UE :  
ACE impose et s'efforce de vérifier GER sur toute la durée transfert  
Opération réputée GER si ACD et notifiant prouvent respect normes sanitaires et environnementales dans IT destination

Tous transferts :

- **Personne qui organise le transfert** également concernée
- GER concerne également les **résidus** générés suite opération R ou D
- **Nouvelle Annexe X partie B liste critères** démontrant IT assure GER déchets importés

## Exports vers pays non OCDE

Cas par cas application Règlement 1418/2007 sur avis pays destinataire :  
=> Interdiction / Notification / Absence contrôle pays destination / Autre procédure pays destination

- **Liste pays autorisés à importer déchets en provenance de UE :**  
Liste déchets concernés, pays dispose cadre juridique national gestion de ses déchets, législation nationale sur importations, liste IT autorisées, plan contrôle.  
**Mise à jour tous les 2ans**
- **Audit IT :** critères tiers auditeur et GER (voir Annexe X)

## Exports vers pays OCDE

Vers pays OCDE : Décision OCDE 30/03/1992

- Liste verte => Information
- Liste orange valorisation => Notification

- **Audit IT** : critères tiers auditeur et GER (voir Annexe X)
- **Procédure sauvegarde COM** qui vérifie :  
**Existence cadre juridique et capacités de traitement déchets importés**  
Si imports n'ont pas **effets négatifs sur la gestion déchets nationaux**  
Respect critères **GER** dans **IT**  
Si non respect => interdiction exports



## Transferts de déchets plastiques

- Vers Pays non OCDE :  
Plastiques non dangereux triés pour recyclage B3011 : procédure information (à minima)  
Plastiques en mélange Y48 ou dangereux A3211 : exports interdits
  - Vers pays OCDE :  
B3011 : procédure information  
Y48, A3211 pour valorisation : procédure notification
- 
- Vers pays non OCDE :  
**Plastiques non dangereux B3011 : interdits 30 mois** après entrée en vigueur texte et  
**possible sous conditions 5 ans** après entrée vigueur
  - Vers pays OCDE :  
**B3011 : procédure notification + Monitoring COM pendant 2 ans**

## Délais de mise en œuvre

- Application **2 ans** après entrée en vigueur : **EDI** nouvelles procédures notification et information
- => **Traitement** (R ou D) notifications consenties sous le RTD 1013/2006 doivent être **effectués au plus tard 2 ans** après entrée en vigueur
- Application **3 ans** après entrée en vigueur **nouvelles règles exports vers pays tiers sauf déchets plastiques.**
- => Abrogation Règlement 1418/2007 : 3 ans après entrée vigueur

Merci de votre attention  
Des questions ?